Les très bons comptes de l'immigration

Les immigrés sont une excellente affaire pour l'Etat français : ils rapportent une grosse douzaine de milliards d'euros par an et paient nos retraites

- Zone Franche -

Courrier International - 2/12/2010 - Les immigrés sont une très bonne affaire pour l'économie française : ils reçoivent de l'Etat 47,9 milliards d'euros, mais ils reversent 60,3 milliards. Autant dire un solde positif de 12,4 milliards d'euros pour les finances publiques, qui ne représente pourtant que la part monétaire de transferts bien plus importants. Dans ce pays de 64,7 millions d'habitants, 6,5 millions de Français comptent au moins un immigré dans leur famille. Les chiffres de l'immigration légale sont très fluctuants. En France, on recense environ 5,3 millions de résidents étrangers avec leurs familles.

Le écrits du Pr Xavier Chojnicki sur immigrationUne équipe de chercheurs de l'université de Lille, sous la direction du Pr Xavier Chojnicki, a réalisé pour le compte du ministère des Affaires sociales une étude sur les coûts de l'immigration pour l'économie nationale. Travaillant sur des chiffres officiels, les chercheurs ont décortiqué tous les grands postes de transfert des immigrés. Il en ressort un solde très positif. Les chercheurs ont remis leur rapport en 2009, au terme de trois ans d'études. Les 47,9 milliards d'euros que coûte l'immigration au budget de l'Etat (2009) sont ventilés comme suit : retraites, 16,3 milliards d'euros ; aides au logement, 2,5 milliards ; RMI, 1,7 milliard ; allocations chômage, 5 milliards ; allocations familiales, 6,7 milliards ; prestations de santé, 11,5 milliards ; éducation, environ 4,2 milliards.

De leur côté, les immigrés reversent au budget de l'Etat, par leur travail, des sommes beaucoup plus importantes : impôt sur le revenu, 3,4 milliards d'euros ; impôt sur le patrimoine, 3,3 milliards ; impôts et taxes à la consommation, 18,4 milliards ; impôts locaux et autres, 2,6 milliards ; contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) et contribution sociale généralisée (CSG), 6,2 milliards ; cotisations sociales, environ 26,4 milliards d'euros.

UNIVERSITE Lille 2 - droit : Politique d'immigration et DIP : l'exemple de la polygamie (document pdf, 1 Mo)A ce solde positif de quelque 12,4 milliards d'euros il faut ajouter d'autres revenus pas toujours monétaires, mais d'une grande importance sociale et économique : les immigrés occupent l'immense majorité des emplois dont les Français ne veulent pas, et 90 % des autoroutes ont été et sont construites et entretenues avec de la main-d'oeuvre étrangère. Sans immigrés, les prix à la consommation (produits agricoles et autres) seraient bien plus élevés, la main-d'oeuvre étrangère étant bien moins payée.

Lecture : Économie politique des migrations, les écrits de Xavier ChojnickiLa comptabilité réalisée par les chercheurs de l'université de Lille fait ressortir aussi de profonds changements sociaux. Majoritairement jeunes, les immigrés sont de grands consommateurs : comme nous venons de le voir, ils versent environ 18,4 milliards d'euros à l'Etat sur leurs dépenses personnelles, notamment en TVA. Les immigrés ont modifié en profondeur le sport et les arts populaires français : la grande majorité des footballeurs de haut niveau sont issus de l'immigration, et les artistes d'origine immigrée, noirs et maghrébins, peuplent le Top 50 de la chanson populaire.

Parallèlement, de nombreux métiers, en particulier dans les services, ne fonctionnent en France que grâce à l'immigration. Plus de la moitié des médecins hospitaliers dans les banlieues sont étrangers ou d'origine étrangère. Pas moins de 42 % des travailleurs des entreprises de nettoyage sont des immigrés. Plus de 60 % des ateliers de mécanique automobile de Paris et de la région parisienne appartiennent à des mécaniciens et petits entrepreneurs d'origine étrangère.

Dans un domaine aussi crucial que l'avenir du système des retraites, les immigrés jouent un rôle des plus favorables. Le très officiel Comité d'orientation des retraites est parvenu à cette conclusion : "L'entrée de 50 000 nouveaux immigrés par an permettrait de réduire de 0,5 point de PIB le déficit des retraites."

Xavier Chojnicki commente ces résultats en ces termes : "Il s'agit d'un processus historique lié à la structure de la population immigrée, majoritairement jeune. Comme ils sont peu qualifiés, les immigrés sont très souvent au

chômage. Mais ils dépensent aussi beaucoup et sont très entreprenants. Les pensions que nous versons aux retraités sont plus que compensées par la consommation et les cotisations sociales que paient les plus jeunes, parmi lesquels on trouve des gens très dynamiques."